

# L'EUROPE EN CRISE ?

*SELON FRANKLIN DEHOUSSE, L'UNION EUROPÉENNE DOIT FAIRE FACE AUX VÉRITABLES PROBLÈMES DE FOND QUI LA MINENT : SANS QUOI, LA CRISE QU'ELLE TRAVERSE RISQUE BIEN DE DEVENIR CHRONIQUE...*

Propos recueillis par Pascal Durand



Franklin Dehousse : « Plus l'Europe devient petite dans le cadre de la mondialisation, plus se fait pressante l'exigence de la construire. »

**L'**Europe, dit-on, est en crise : crise de croissance, mais aussi crise de confiance auprès des citoyens. À la veille de la Conférence intergouvernementale (CIG), Liège Université a recueilli à ce sujet les propos de Franklin Dehousse, chargé de cours à la faculté de Droit et représentant belge au sein du groupe de réflexion mandaté, de juillet à décembre derniers, pour préparer cette révision des structures européennes prévue dès 1992 dans les marges du Traité de Maastricht. Langue de bois s'abstenir...

**Liège Université :** L'Europe, à l'heure des restructurations économiques et aux lendemains larvés du conflit yougoslave, semble entrée dans une zone de fortes turbulences. Jacques Delors vient d'appeler à sauver le modèle européen du dilemme ultra-libéral entre monnaie unique et emplois. La Conférence intergouvernementale dont vous avez contribué à préparer les travaux saura-t-elle redresser le cap ?

**Franklin Dehousse :** Dans la crise de confiance des citoyens à l'égard de l'Europe entrent à la fois des facteurs touchant à l'opacité ou à l'inertie des structures et d'autres liés au type de politiques mises en œuvre. Un objectif fondamental de la CIG sera d'essayer de redresser les choses en apportant les corrections qui s'imposent. Comment contrôler l'impact sur l'emploi de l'Union monétaire, du Marché Unique ? Quelles modifications ou compléments apporter au modèle économique européen ? Comment réformer les structures institutionnelles de l'Union pour à la fois les accorder aux mutations récentes et les rendre aptes à "encaisser" les effets de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale ? Vaste programme... À la racine de tous les problèmes que l'Europe doit affronter, il y a la déstabilisation générale du système économique. Voici deux siècles, on vivait dans une société pastorale et on est passé dans une société industrielle : ça a fait du dégât. Aujourd'hui, on passe de la société industrielle à la société de l'information : notre préoccupation, c'est de limiter les dégâts, en sachant très bien qu'à partir du moment où un système se déstructure, il se produit toute une série d'explosions d'émotivité, d'irrationalité. Cela sans compter les inquiétudes justifiées, et elles sont nombreuses.

**L.U. :** Le mauvais fonctionnement des institutions — en termes de transparence démocratique et d'efficacité des mécanismes de déci-

sion — ne constitue-t-il pas un élément important de la crise que nous évoquions ?

**F.D. :** Les citoyens n'ont pas plus confiance désormais dans le fonctionnement des systèmes écono-

mique ou politique au niveau des États-membres qu'au niveau de l'Union européenne. Celle-ci paie les frais d'une crise générale qui l'affecte d'autant plus fortement qu'elle occupe l'avant-plan et devient de plus en plus puissante.

S'il y a une crise institutionnelle propre à l'Europe, il s'agit d'une crise de croissance. Les structures actuelles ont été conçues à la fin de la seconde guerre mondiale pour gérer quelques problèmes avec un petit nombre d'États. Les problèmes

se sont, depuis, multipliés et le nombre des membres a augmenté. Résultat : le seuil de saturation est dépassé et l'on n'arrive plus à faire fonctionner toute cette machinerie. Et il est bien clair qu'avec les nouveaux élargissements qui s'annoncent, ce sera bien pire.

**L.U. :** Des pistes se dessinent-elles en vue d'une réforme des structures ?

**F.D. :** Des solutions sont évidemment à l'étude et le groupe de réflexion auquel j'ai participé devait en être le creuset. Mais cette enceinte était tristement représentative de l'état de la situation et révélatrice de la schizophrénie ambiante. Chacun s'accorde, dans un premier temps, à cerner les défis fondamentaux à relever pour se résoudre, ensuite, à un simple aménagement du système. Le décalage est flagrant entre l'ampleur des objectifs et la modicité des instruments. Ceci pour dire qu'il y a bien, en effet, des solutions, à l'étude, leur contenu me paraît totalement insuffisant pour affronter les problèmes auxquels l'Europe doit faire face. On a trois grandes ambitions politiques pour la fin du siècle : un marché unique, une monnaie unique et un système de sécurité sur une surface continentale. Et, pour y parvenir, on cherche désespérément à appliquer des recettes qui ont été imaginées pour remplir des fonctions beaucoup plus modestes dans une communauté restreinte d'États. Alors, évidemment, ça ne marche pas. La difficulté, j'y insiste, c'est que la crise que nous traversons lucite au repli sur soi, alors que les problèmes qui se posent et les ambitions que nous nous donnons impliquent au contraire de réformes extrêmement profondes. C'est la raison pour laquelle le rapport du groupe de réflexion est non seulement écarté politiquement mais schizoïde dans sa démarche : on pousse d'un pied sur l'accélérateur pour décrire des défis, puis d'un autre sur le frein quand il s'agit de les relever pratiquement.

**L.U. :** Est-ce à dire que la CIG court à l'échec ?

**F.D. :** Je vois trois issues possibles à cette conférence. Soit une crise grave plaçant l'Europe dans une situation de blocage durable. Soit un traité de plus avec de menues réformes qui nous obligeront à reconvoquer une autre conférence dans quelques années et à mettre en œuvre, avec retard, les réformes de fond qui s'imposent dès maintenant. Soit encore l'issue heureuse qui résulterait d'un véritable affrontement des réalités. La condition nécessaire pour en sortir et avancer est de mettre à plat les vieilles structures et de nettoyer les scories des débats des dernières années, qui ont alimenté bien des représentations fausses et entraîné le désintérêt des citoyens. C'est

(suivre page 23) ➤

## PROPOS

## L'EUROPE EN CRISE ?

(suite de la page 22)

pourquoi je suis partisan d'un étalage brutal des réalités, même si ce genre de réalisme abrupt n'est pas mieux perçu dans les cénacles diplomatiques que dans la population. Mais, en réalité, je ne crois pas plus à cette hypothèse vertueuse qu'à celle d'un blocage radical : on va sans doute avoir une moitié de crise et une moitié de remède à la crise. Et donc les germes d'une autre crise. Nous verrons bien si ma prédiction se réalise...

**L.U. :** Ce grand débattage auquel vous aspirez — si tant est, par extraordinaire, qu'il ait lieu —, il faudra également, pour qu'il touche l'opinion publique, qu'il sorte des cénacles restreints. L'Europe communique mal, dit-on, et apparaît le plus souvent comme une machinerie technopolitique aveugle...

**F.D. :** La première stratégie de communication à adopter, ce serait d'expliquer les choses en simplifiant la terminologie jusqu'à l'os et en renforçant le contenu de vérité du message. Dans les hautes sphères européennes, la langue de bois est d'une dureté hallucinante. Lire au Sommet de Madrid, comme j'en ai fait l'expérience, les communiqués

annonçant, indices à l'appui, une amélioration de la situation du chômage suite aux plans déjà mis en œuvre, puis prendre connaissance quelques jours plus tard d'autres communiqués constatant la dégradation des statistiques et la nécessité de mettre en œuvre d'autres mesures, cela laisse, croyez-moi, une impression pour le moins amère. Je comprends mal que quinze chefs d'État et de gouvernement puissent se réunir pendant deux jours pour s'en remettre aux vertus de la méthode Coué. Je sais bien qu'il est aujourd'hui plus difficile que jamais d'exercer un mandat politique, parce qu'on a de moins en moins prise sur les phénomènes et parce que la proportion des bonnes nouvelles à annoncer a considérablement diminué. Il n'en reste pas moins qu'avec une telle méthode, on est en train précisément de créer le drame dont on se plaint par la suite. Comment, après avoir publié de tels communiqués, venir ensuite expliquer que les problèmes restent à résoudre ? Et comment les gens pourraient-ils croire encore en la véracité des messages qu'on leur adresse ?

En sens inverse, il faut bien voir que la pression de la communica-

tion sur les responsables politiques se traduit par une situation assez confuse. Je ne sais pas où se situe, dans ce ménage triangulaire entre la population, les hommes politiques et les médias, le foyer de responsabilité. Celle-ci est sans doute partagée. Notre société de l'information impose une capacité accrue de traitement de l'information, un effort à analyser que les habitudes ne stimulent guère. Chaque côté du triangle citoyens/politiques/médias a ses propres circonstances atténuantes et nous affrontons tous ensemble une mutation fondamentale. On ne sait plus comment fonctionne l'économie, on nous dit que ceci va améliorer l'emploi, puis ça rate. Puis on fait autre chose, puis son contraire, et ça ne marche pas davantage. Tout se passe comme si, embarqués à bord d'une sorte de DC-8, l'on se mettait à tirer sur les commandes dans tous les sens à l'approche de l'obstacle...

**L.U. :** L'une des causes de ce bricolage généralisé n'est-elle pas que l'Europe, même élargie, reste très locale au regard d'un espace économique mondialisé et paraît pour suivre, à la traîne, des enjeux qui sont d'ores et déjà définis à un niveau supérieur ?

**F.D. :** Cela paraît tomber sous le sens, mais je n'en crois rien. S'il est vrai que l'Europe ne pèse qu'un poids réduit dans une économie complètement internationalisée, il est tout aussi certain qu'elle pèsera moins encore si elle se désintègre et retombe à l'intérieur de cadres nationaux. Si nous voulons avoir prise sur les évolutions mondiales, nous sommes obligés de regrouper des moyens qui deviennent de plus en plus limités. Plus l'Europe devient petite dans le cadre de la mondialisation, plus se fait pressante pour elle l'exigence de se construire. Notre rôle dans les négociations de l'*Uruguay Round* a été très important non seulement parce que nous étions rassemblés, mais aussi parce que nous avions déjà l'habitude d'harmoniser, de réaliser des compromis. Et de quoi s'agit-il fondamentalement au niveau de l'économie internationale, sinon d'essayer de réaliser ce que les Européens ont déjà largement réalisés ensemble ? L'expérience de l'Union monétaire va avoir des répercussions importantes au-delà de nos frontières communes. De même, si l'on arrive à créer une véritable structure de défense collective à l'échelle européenne, ce sera un formidable booster au sein

du système ONU. Ceci, encore une fois, pour faire valoir que dans la gestion des phénomènes de mondialisation, nous détenons, ne serait-ce qu'au niveau technique, quelques longueurs d'avance sur nos puissants partenaires...

**L.U. :** Vous avez joué, en tant que représentant belge au sein du groupe de réflexion, un rôle actif. Quel va être votre rôle désormais ? Celui d'un sage retiré sur sa montagne ?

**F.D. :** Je l'ignore encore : les mécanismes de décision dans notre pays sont d'une très grande complexité. Nous n'avons rien à envier à l'Europe sous cet égard, le caractère le plus inquiétant de son évolution étant d'ailleurs la manière dont celle-ci commence à furieusement nous ressembler. Il est possible que je continue à intervenir, d'une manière ou d'une autre, dans les débats. Mais ai-je besoin de dire que je tiens, de toute façon, à conserver en cette matière comme en d'autres une totale liberté de commentaire et d'analyse ?

## CONGRÈS EUROPÉEN CHERCHE PARRAINS DÉVOUÉS

Du 18 au 22 novembre prochains, Liège accueillera la quatrième édition du Congrès européen des étudiants. Pour l'essentiel, la formule reste la même que celle des années précédentes. Cependant, forts des expériences passées, les organisateurs y ont apporté deux nouveautés : le parrainage des étudiants étrangers et la délégation d'un ambassadeur pour chaque pays.

Tous les deux ans, le Congrès rassemble autour d'un même thème des étudiants de la Communauté européenne, d'Europe centrale et de l'Est. Patronné, entre autres, par Jacques Santer, président de la Commission européenne, le Congrès européen des étudiants sera cette année profondément ancré dans l'actualité politique. Il aura en effet pour objet la Conférence intergouvernementale de 1996, qui sera abordée par le biais de conférences et d'ateliers débats. En outre, des activités culturelles, des tournois sportifs et des soirées thématiques seront au programme d'une semaine rehaussée par la présence de personnalités des plus compétentes.

Sur le fond, le Congrès reste fidèle à sa philosophie. Toutefois, l'accueil des étudiants étrangers connaît quelques nouveautés. Lors des trois premières éditions, ceux-ci étaient hébergés par des familles avec lesquelles ils n'avaient pas eu de contact préalable. Or, faire connaissance avec un étudiant européen est impossible en une (trop courte !) semaine. De ce constat est née l'idée d'instaurer un système de parrainage, dont le principe est simple : 1000 étudiants universitaires venus de tous les pays d'Europe seront parrainés par autant d'étudiants liégeois avec lesquels ils seront mis en contact plusieurs mois à l'avance. L'objectif est de constituer un véritable réseau de correspondance entre filleuls et parrains afin qu'ils puissent faire mutuellement connaissance et préparer au mieux la période du Congrès.

Tout comme les personnes qu'ils sollicitent, les organisateurs prennent part au projet en parrainant des ambassadeurs. Nouvellement créée, la fonction d'ambassadeur est apparue comme une nécessité pour pallier l'absence de coordina-

tion avec les participants des différentes nations. Leur rôle est de servir de relais entre les étudiants des pays représentés et l'organisation.

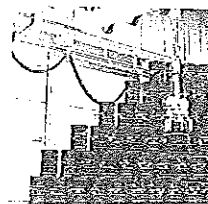
Échange de points de vue et de centres d'intérêt, choc des cultures et des différences... Le parrainage offre au Congrès 96 la possibilité de répondre dès aujourd'hui à ses ambitions de construction d'une Europe unie. D'ores et déjà, la campagne de sensibilisation pour la recherche de parrains a commencé. Alors, que vous soyez parent d'universitaire, professeur, assistant, membre du personnel, n'hésitez pas à encourager les penchants étudiants pour la rencontre interculturelle, l'apprentissage des langues et les nouvelles amitiés...

Pour tout renseignement : Congrès européen des étudiants, Fédération Étudiante de Liège, domaine du Sart Tilman, bâtiment B-8, tél. 041 65 28 81 ou 65 28 83

Organisme National  
des Déchets Radioactifs et  
des Matières Fissiles Enrichies  
Place Madou 1, B 25  
1210 Bruxelles  
Service Communication  
tél. 02 212 10 39  
fax 02 212 10 40



### LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS EN BELGIQUE



Qu'est-ce que la radioactivité ?

D'où proviennent les déchets radioactifs ?

Quels risques réels les déchets radioactifs présentent-ils pour la santé et l'environnement ?

Comment les déchets radioactifs sont-ils gérés en Belgique ?

Qui est responsable de la gestion des déchets radioactifs en Belgique ?